

problème touche au fait que nous commençons à observer les contrecoups d'une politique monétaire paneuropéenne qui convient à certaines régions mais pas à d'autres, situation qui s'accroîtra encore sous le régime de l'UEM. Il vaudrait mieux que la politique monétaire européenne soit formulée par une institution paneuropéenne que par un seul grand protagoniste. Il y a lieu de souligner une autre dimension du problème, soit l'absence de souplesse des marchés des salaires et de la main-d'oeuvre, rigidité qui ne facilite pas le fonctionnement d'une économie dans le cadre d'une union monétaire, comme nous l'avons précisé dans nos propos sur la zone monétaire optimale.

3.2 La Banque centrale européenne (BCE)

Les concepteurs de la Banque centrale européenne ont pris soin de la soustraire autant que possible aux influences politiques et gouvernementales. Le législateur a fait en sorte qu'elle ne puisse demander ni recevoir de directives ou d'instructions des gouvernements. Qui plus est, les gouvernements nationaux sont tenus de rendre leurs textes législatifs compatibles avec celui de la BCE. Le modèle choisi s'inspire de la Bundesbank, qui suit également une structure fédérée et jouit d'une parfaite indépendance ainsi que d'une grande crédibilité sur les marchés financiers.

Bien des pays ont apporté ou sont sur le point d'apporter les changements requis à leurs lois régissant leur banque centrale, notamment la Banque de France, qui est devenue beaucoup plus indépendante du gouvernement. Un fait intéressant à mentionner : la loi concernant la Banque d'Angleterre ne répond pas aux conditions de l'UEM, puisque le trésor du Royaume-Uni a le pouvoir de diriger certains aspects de ses activités. À ce jour, les autorités britanniques ne prévoient pas effectuer les modifications qui seraient nécessaires pour que le pays puisse adhérer à l'UEM.

Les monnaies nationales continueront de circuler après la mise en oeuvre de l'Union monétaire. Au niveau du commerce et des activités bancaires de détail, le travailleur et l'acheteur ne remarqueront probablement aucune différence : la monnaie interne servira encore de moyen de règlement, mais elle sera simplement un substitut de l'euro. Le début de l'UEM marquera l'établissement d'une politique monétaire unique et d'une seule série de taux d'intérêt chez les États participants - un big bang pour les marchés financiers. La BCE commencera sans délai à exercer ses activités sur le marché monétaire interbancaire et sur le marché des changes. Les billets et les pièces, dont les modèles ont été dévoilés au Sommet de Dublin en décembre 1996, seront introduits en 2002 au plus tard.

3.3 L'UEM et la compétitivité européenne

L'UEM devrait engendrer des gains relativement faibles à moyen ou à long terme sur le plan de l'efficacité ou de la productivité pour les participants européens, au fur et à mesure